

Réformes et suppressions de postes à l'AFP : le big bang ne concerne pas que l'expatriation !

Fin du suspens : la direction a révélé mardi aux élus du personnel les suppressions de postes et les réformes qu'elle entend présenter au CSE du 23 janvier. Comme on le redoutait, la hache est tombée sur la rédaction, et pas que sur les desks. L'expatriation est mise à mal et la carte du réseau mondial sera redécoupée en hubs toujours plus grands. Toute l'agence va être bouleversée par une direction qui n'a de cesse de réduire les effectifs de statut Siège pour boucler ses budgets. Le personnel doit refuser ce coup de force.

Grâce au plan d'incitation au départ à la retraite de fin 2025, la direction entend supprimer 24 postes (sur 34 départs). Le plus gros contingent appartient à la rédaction (18 postes) mais les personnels techniques et administratifs sont également touchés (6 postes). Le desk francophone unique va subir une vraie saignée (9 postes). Cela interroge sur sa capacité à maintenir une relecture de qualité, et sur les risques psychosociaux dans ce service.

Ceux qui pensaient que la production serait épargnée en sont pour leur frais : cinq postes de rédacteurs texte vont être "gelés", un dans chaque pôle de la rédaction parisienne, sauf au Politique et au Service international. Certains voudront sans doute croire que ces postes, présentés comme vacants, seront un jour réattribués, mais c'est peu probable. La direction envisage déjà de nouvelles économies pour 2027 et elle aura alors beau jeu de dire qu'on a réussi à faire sans eux en 2026.

Un réseau remodelé

Ces coups de rabots sur la production texte francophone – sans compter la suppression de 3 postes à Data-Visualisation et deux postes de photographe en province – entrent en contradiction avec la prétendue volonté d'aller plus "*sur le terrain*" pour "*aller chercher de l'info*" ou encore de créer des "*contenus originaux*".

Et que dire de l'expatriation : 8 postes "gelés", 6 postes "localisés" et 5 postes définitivement supprimés. La mobilité va se réduire pour les statuts Siège, en particulier les francophones, et même devenir inexistante pour les hispanophones (4 postes de rédacteurs supprimés). Facile de comprendre que l'expatriation sera, à terme, réservée à une petite élite.

Les suppressions et localisations de postes ne s'arrêteront sans doute pas là : la direction veut remodeler le réseau mondial en regroupant toujours plus de bureaux sous la direction de "hubs". En Europe, voici Berlin/Vienne et Rome/Athènes. Même démarche en Asie, en Amérique latine et en région Moyen-Orient.

Consciente du big bang à venir, la direction s'est lancée début janvier dans une opération de communication inédite, enchaînant des séances de Q&A avec une tournée des services et des bureaux. Que d'énergie pour faire admettre ce qui est présenté comme inéluctable !

À entendre la direction – qui ne se remet jamais en cause – il n'y a pas d'autres choix que les siens. Elle aime glisser au passage que certains médias ont connu des plans sociaux, la peur aidant à vaincre les dernières critiques, et tente de faire croire que l'AFP est en train de se moderniser (grâce à notre collègue l'IA) et de "se renforcer"...

Face à ce rouleau compresseur, les organisations syndicales ont lancé depuis la semaine dernière une mobilisation centrée sur l'expatriation et la mobilité internationale. SUD partage cette préoccupation mais elle nous semble beaucoup trop réductrice. Pour nous, la mobilisation doit être globale et axée sur la défense de l'emploi. La réduction des contrats CDD et des piges est la face cachée du plan d'économies de la direction.

Face à la rédaction, la direction de l'information explique ouvertement qu'il faudra "*faire des choix*" en 2026 sur les missions et les CDD, affichant son indifférence à l'égard de celles et ceux qui étaient encore hier le "vivier" de l'AFP et sans qui de nombreux services ne peuvent pas fonctionner. De fait, plusieurs salariés se retrouvent sur le carreau, sans contrat, en ce début d'année.

Certains disent : d'abord l'expatriation et on se battra sur le reste "demain"... Non, il faut se battre tout de suite, sinon ce sera trop tard. Et puis quel est le sens de notre travail quand la direction répète sans cesse qu'il faut "*faire moins*" et qu'un collègue peut disparaître du jour au lendemain sans être remplacé ? Tout cela dépasse le seul sujet de l'expatriation.

Des sacrifices en vain

La direction n'a rien d'autre à proposer que de supprimer des postes et réorganiser, pardon "*mutualiser*". Le seul objectif est de réduire les coûts, mais sans idée pour développer de nouveaux produits ou attirer de nouveaux clients. Après des années fastes, la vidéo va se contenter en 2025 d'une légère hausse de son chiffre d'affaires, mais le PDG y voit encore un "*levier de croissance*". Alors à quoi bon faire des sacrifices puisqu'ils débouchent souvent sur un statu quo.

L'actuelle direction sait jouer avec les nerfs des salariés en s'inquiétant pour l'équilibre des comptes d'année en année. 2025 sera dur et 2026 sera terrible, et puis non, finalement, c'est 2027 qui inquiète le plus. La direction a du talent pour maintenir la pression sur le personnel, mais elle ne fait au fond rien d'autre que creuser la tombe d'une AFP affaiblie dans tous ses services et dans son réseau.

Si on l'écoute, l'avenir de l'agence se situe dans notre capacité à intégrer l'IA, alors que les médias et les citoyens sont en quête d'informations originales, fiables et certifiées. Tout ce que l'AFP sait déjà faire.

SUD ne s'avoue pas vaincu par ce narratif d'un effondrement permanent qu'on nous impose tous les jours. SUD ne cherchera pas à sauver l'expatriation en priorité, aux dépens des autres postes supprimés. Pour nous, ce n'est pas chacun pour soi, mais c'est tous ensemble.

L'heure n'est pas à négocier pour obtenir quelques améliorations sur la réforme de l'expatriation, mais à défendre nos emplois, nos conditions de travail et notre mission d'intérêt général qui justifie notre subvention publique. Plus question de faire confiance à cette direction pour préserver notre avenir.

Paris, le 21 janvier 2026

SUD-AFP (Solidaires-Unitaires-Démocratiques)

